



Édition spéciale Palestine

Septembre 2014

L' Anti-impérialiste

Journal du Comité Anti impérialiste

Le 26 août 2014

A PROPOS DU MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE ET DU HAMAS

Faut-il soutenir le Hamas ? Faut-il le soutenir comme force de résistance palestinienne ou le condamner pour ses conceptions fondamentalistes féodales ? A l'heure où une nouvelle pluie de fer s'abat sur le peuple palestinien, cette question peut sembler oiseuse ou secondaire. En fait, elle est décisive car elle détermine la nature de notre soutien à la cause palestinienne et la clarté politique du mouvement de solidarité. On sait aussi que c'est précisément sur cette question du soutien au Hamas que la propagande favorable à la colonisation de la Palestine se déchaîne. A l'heure de la prétendue guerre occidentale contre le « terrorisme islamique » cette question cristallise tous les efforts dans la guerre idéologique en cours.

Pour en comprendre l'enjeu il faut avoir en tête trois choses. 1) La colonie sioniste prétend désormais mener sa guerre non contre les Palestiniens mais contre le seul Hamas. Cette affirmation est un refrain connu. En 2001, au cours de la seconde *Intifada*, Sharon prétendait que c'était l'Autorité Palestinienne d'Arafat qu'il fallait détruire en la déclarant « régime terroriste » 2) Le Hamas¹ est

¹ Le Hamas est l'acronyme du « Mouvement de la Résistance Islamique ». Créé après la conquête de Gaza et de la Cisjordanie en 1967 par l'armée sioniste, il a été favorisé par l'occupant pour fragiliser l'OLP et les organisations de la gauche palestinienne. C'est une branche palestinienne du mouvement des Frères musulmans. Les versements défonds venus des pays arabes et la création du collège Islamique de Gaza qui a est devenu une pépinière de fondamentalistes ont lieu avec la bénédiction de l'occupant sioniste. Mais le Golem s'est retourné contre son créateur : la participation à l'Intifada dès 1987, sa mise hors la loi en 1989 par l'occupant et son refus des accords d'Oslo de 1993 en ont fait la force palestinienne principale face aux choix d'Arafat.

considéré comme organisation terroriste par l'UE et les USA et donc toute attaque contre cette organisation est *de facto* légitimée. L'UE européenne et la France en tête ont soutenu la nouvelle destruction de Gaza en accusant les Palestiniens d'en être les premiers responsables responsables. Ils soutiennent la « sécurité » d'Israël. Or la sécurité, le calme et l'ordre pour le si pauvre et si menacé « Israël » c'est l'occupation, les massacres, le siège et la destruction des droits du peuple palestinien. De son côté, comme pour toutes ses opérations militaires précédentes depuis la *Nakba*, le but de la colonie sioniste « Israël » est de faire disparaître le mouvement de résistance palestinien et d'obtenir une reddition à long terme. Or, le Hamas est la principale force qui ne courbe par trop l'échine depuis la dégénérescence de la Résistance sous l'Autorité Palestinienne. 3) Sur cette question, les principaux groupes et mouvements qui appellent en France au soutien de la Palestine entretiennent la plus grande confusion et ne défendent aucun principe clair. Au nom le plus souvent d'un rejet abstrait et inconséquent de l'islamisme et en l'absence de positions révolutionnaires.

La réponse à la question du soutien au Hamas est pourtant extrêmement simple pour un mouvement de solidarité internationale qui soutient la cause des peuples. Nous sommes contre la colonisation de la Palestine qui est une forme de la domination impérialiste au Proche-Orient. Nous sommes contre les atrocités commises par les sionistes soutenus militairement,

financièrement, politiquement par les pays impérialistes, en premier lieu par les Etats-Unis et l'Union Européenne et nous sommes contre ce qui rend possible ces atrocités : la direction du monde par le capitalisme à son stade impérialiste. Nous devons donc soutenir toute force issue du Peuple palestinien qui résiste objectivement à la colonisation de la Palestine et à la domination impérialiste sur le Proche-Orient. Cela signifie que 1) Le fait que le Hamas dirige actuellement le mouvement de résistance aux agressions contre le peuple palestinien ne modifie pas notre solidarité. 2) Nous soutenons les actions armées du mouvement de résistance sans partager ni l'idéologie du Hamas qui influe sur sa conception de la libération de la Palestine ni à plus forte raison les absurdités contre-révolutionnaires que l'on trouve dans sa charte publiée en 1988. 3) Que seule la faiblesse du mouvement communiste et des forces révolutionnaires explique cette situation car cette situation est due à l'absence d'un grand mouvement révolutionnaire au Proche-Orient.

Sur la question palestinienne, la démarcation est claire et doit être inlassablement rappelée : en Palestine occupée il y a un oppresseur et il y a un opprimé. La critique éventuelle des conceptions qu'ont les opprimés – i.e les forces palestiniennes qui résistent à la colonisation- n'a de sens que lorsque cette ligne de démarcation principale est clairement définie et assumée. En d'autres termes, la critique des conceptions du monde présentes dans les cerveaux des acteurs de la Résistance palestinienne est tout à fait légitime mais cette critique est subordonnée au soutien à cette même Résistance. A nos yeux par exemple la domination de la Palestine est une affaire de lutte des classes à l'échelle locale et internationale et non un conflit ethnique et religieux². Toute conception

2 Le conflit en Palestine doit être défini avec précision. Il n'est pas seulement un conflit entre le colonialisme juif et les Palestiniens. Il s'agit d'une contradiction entre « Israël », une colonie qui est l'œuvre d'un centre impérialiste, et les peuples arabes qui veulent rétablir leurs droits. Cette colonie a une fonction particulière de maintien des intérêts impérialistes au cœur du monde arabe. Elle a comme allié le capitalisme comprador de la grande bourgeoisie arabe. Le projet colonial se base sur la négation d'un peuple (« le peuple palestinien n'existe pas » selon la déclaration Golda

pessimiste qui fait du conflit au Proche-Orient l'expression d'un conflit entre religions ou civilisations est erronée. Et il est évident que pour les tenants de l'Islam politique c'est le contraire qui est vrai. Mais en aucune façon la nature des conceptions du mouvement national palestinien n'est un préalable à la solidarité internationale, en particulier pour nous ici dans un centre impérialiste.

Une fois ces points de base établis, il faut clarifier ce que signifie mener la lutte contre des idées réactionnaires qui existent parmi les opprimés et parmi leurs soutiens. De quel point de vue peut-on critiquer un opprimé qui se « trompe » lorsqu'il se révolte ? Rappelons-nous à ce titre la phrase de Sartre à propos de ceux qui critiquent de l'extérieur le combat des opprimés : « *pour mériter le droit d'influencer les hommes qui luttent, il faut d'abord participer à leur combat* ». Les condamnations morales et idéalistes sur les conceptions erronées, les abus et les dérives de ceux qui luttent sont définitivement vaines. Elles sont au mieux inutiles et sans effet et en réalité elles sont réactionnaires. Il faut donc participer au combat pour le critiquer.

Participer au combat pour la Palestine libre c'est évidemment s'opposer au sionisme et à ses soutiens internationaux et c'est nécessairement soutenir l'autodéfense, l'autodétermination, la résistance armée et toutes les formes de lutte de ceux qui subissent le joug colonial. Précisons et soyons concrets. Qu'est-ce qu'on entend par la Résistance Palestinienne aujourd'hui ? C'est en premier lieu les factions armées de chaque organisation palestinienne : Les Brigades

Meier, premier ministre du régime sioniste de 1969 à 1974) mais ce projet n'existerait pas sans le soutien des principaux pays impérialistes, principalement des Etats-Unis. Si ce soutien inconditionnel existe ce n'est pas pour faire plaisir aux lobbys sionistes ou pour réparer le génocide juif commis par les nazis en Europe. Le contrôle militaire des zones pétrolières en est la première raison ainsi que la destruction de tout mouvement national de libération arabe. Cela explique que selon ces intérêts impérialistes la colonie sioniste doit bénéficier du monopole régional de l'arme nucléaire et soit un « associé obligatoire » dans le domaine des hautes technologies. Cela explique aussi que les guerres et la destruction des Etats se multiplient au Moyen-Orient

Ezzedine Al Qassam du Hamas, les brigades Al Quds du Jihad islamique, les brigades Abu Ali Mustapha du FPLP, les brigades de la résistance nationale du FDLP et les brigades Al Aqsa du Fatah. Ces forces matérialisent la volonté de résistance d'un peuple. Sans elles la cause palestinienne aurait disparue dans les limbes de l'histoire. Elles sont un rempart contre le nettoyage ethnique pratiqué par les sionistes depuis des décennies. Ces forces armées ont fait du réfugié exclu de sa patrie un combattant, parfois un révolutionnaire. Les actions armées montrent aussi que quelque soit la disproportion des forces, il est toujours possible d'infliger des pertes à l'ennemi, de toucher ses points faibles et de réduire en cendres son mythe de l'invincibilité. Le mouvement de solidarité se doit de mettre en avant ces faits héroïques et riches d'enseignements. On ne peut s'en tenir à dénoncer les atrocités de l'armée d'occupation et à appeler au boycott et aux sanctions internationales. Le droit de se défendre par les armes est primordial. Aujourd'hui, les forces militaires de la Résistance palestinienne se coordonnent ponctuellement pour répondre aux agressions de l'occupant mais elles ne partagent pas comme nous allons le voir de stratégie commune de libération de la Palestine depuis l'autodestruction de l'OLP ou son remplacement par l'Autorité Palestinienne à travers les accords d'Oslo en 1993.

Rappelons notre position. La question du soutien au Hamas est à la fois une question concrète et une question de principe. Les révolutionnaires soutiennent sans ambiguïté les forces qui agissent et qui résistent *objectivement* à l'impérialisme sans pour autant nécessairement partager toutes leurs conceptions. En fait, dans une situation d'oppression, les idées qu'ont en tête ceux qui résistent ne constituent pas la question principale. Ce qui compte c'est ce qu'ils font. Ce qui compte, c'est leur lutte objective. C'est le point de vue du matérialisme historique comme l'a magnifiquement montré Engels dans *La guerre des paysans en Allemagne*. Il faut participer à cette lutte objective pour influencer le combat dans un sens progressiste ou révolutionnaire. C'est là une des grandes leçons du

marxisme. Nous rappelons donc ici une question de principe. Les révolutionnaires des pays impérialistes soutiennent les soulèvements contre l'impérialisme y compris lorsque leur direction politique effective propage des conceptions rétrogrades. Cette position n'est en rien paradoxale³. C'est celle de l'internationalisme prolétarien. Le mouvement communiste a toujours appelé à défendre ceux qui luttent contre les ennemis des masses populaires y compris en l'absence de mouvement révolutionnaire. Devait-on condamner au XIXème siècle la résistance à la colonisation française en Afrique de l'Ouest dirigé par l'Almamy El Hadj Samory Touré ? Devait-on condamner Abdelkrim El Katthabi, grand dirigeant de la guerre du Rif dans les années 1920 au Maroc. Ces deux dirigeants étaient les plus redoutables opposants à la colonisation française dans cette région, mais il n'est pas sûr qu'ils partageaient entièrement les conceptions démocratiques modernes. D'ailleurs, les conceptions « modernistes » des colonisateurs européens ont toujours été un argument phare pour, au nom de la lutte contre l'obscurantisme, exercer la pire domination « civilisée » et même l'extermination des autres peuples.

Mais, nous l'avons dit, si les révolutionnaires soutiennent l'opposition objective à la domination ils ne propagent pas d'illusions ou de fausse neutralité quant aux lignes politiques qui peuvent mener à la victoire ou à la défaite les peuples opprimés. Les révolutionnaires rejettent sans ambiguïté les idéologies réactionnaires comme l'Islam politique. Non parce que l'Islam politique s'oppose aux pseudos « valeurs libérales » des démocraties

³ Cette position ne consiste évidemment pas à considérer les forces islamistes comme étant partout des forces de la lutte anti-impérialiste dans les pays semi-féodaux et semi-coloniaux. La Palestine occupée et le Liban sont à cet égard plutôt une exception qu'une règle. Ainsi, soutenir la rébellion syrienne comme le font divers courants trotskystes au nom du « Printemps arabe », plus ou moins inspirés par les analyses de Gilbert Achcar, c'est se placer à la remorque de l'impérialisme américain et européen et de ses projets de démantèlement des pays arabes. La rébellion syrienne contre le régime réactionnaire syrien est majoritairement islamiste et elle ne porte pas une once combat anti-impérialiste. Elle est au contraire formée et financée par les principales puissances impérialistes et leurs alliés, les pétromonarchies du Golfe et le régime fasciste turc.

capitalistes mais parce qu'il opprime les masses populaires et les soumet à l'ordre impérialiste dominant. Même sans prendre des formes fascistes ouvertes (comme c'est le cas par exemple dans le Golfe, en Lybie, en Irak, en Syrie, au Soudan, au Pakistan et dans tous les mouvements *takfiristes*) l'Islam politique est une arme politique au service des classes bureaucratiques, compradores et féodales qui dirigent les régimes arabes ou les pays à majorité musulmane. Ces classes dominantes au nom d'une doctrine de religion politisée s'opposent en fait aux aspirations démocratiques des classes populaires et à la libération des peuples. L'opposition culturelle à « l'Occident impie » ne va pas jusqu'à rompre avec son système économique, avec ses relations financières et avec ses forces armées. L'anti-occidentalisme n'est pas un anti-impérialisme. Au contraire, l'Islam politique aide partout à la perpétuation de la domination impérialiste soit en passant des accords directs de cogestion militaires et économiques avec les puissances impérialistes soit en développant d'atroces guerres sectaires. L'Islam politique est un ennemi idéologique et politique pour les masses populaires en ce qu'il est un facteur de plus de renforcement de l'impérialisme et d'oppression des masses populaires non en ce qu'il serait la menace principale contre la « Civilisation » et « l'Empire du Bien ».

D'autre part, aujourd'hui en Palestine occupée, le problème principal ce n'est pas le Hamas mais l'Autorité Palestinienne (AP). La mise en place de l'AP a littéralement détruit le mouvement national palestinien et elle signifie le renoncement à tous ses objectifs de libération nationale. Cette situation concrète, apparue clairement depuis 1993, ne permet pas au mouvement de solidarité avec la Palestine de garder le même discours que dans les années 1980. Toutes les forces qui acceptent le cadre politique et le leadership de l'AP ont rompu avec le programme de libération de la Palestine. C'est pour cette raison précise qu'il ne sert à rien d'opposer aujourd'hui le projet d'une Palestine démocratique (multiconfessionnelle, multiethnique) défendue historiquement par l'OLP au projet islamiste du

Hamas. Ce projet démocratique ne correspond pas à la pratique actuelle des forces de l'OLP, y compris de son aile gauche. Si on ne part pas de cette réalité, on vend des illusions. L'Autorité Palestinienne, mise en place par les accords d'Oslo, a toujours été la négation même de la Palestine démocratique. En effet, l'AP entérine le fait accompli de la colonisation, elle accepte la défaite et elle se construit sur la reconnaissance de la « légitimité » du sionisme. Les accords d'Oslo et les élections palestiniennes sous occupation de 2006 ont créé une grande démoralisation. Les colons sionistes contrôlent 42% de la Cisjordanie et 1/4 des Palestiniens de cette zone dépendent des emplois de l'AP. L'AP condamne toute réaction populaire à l'occupation, qu'elle soit armée ou non, elle représente la docilité sans limite de la grande bourgeoisie palestinienne. Ce n'est même pas un semblant d'Etat car il n'y a pas de droit sur l'eau, sur la terre et sur l'espace aérien. L'AP exerce une oppression intérieure. Elle est le bras armé d'une autogestion de la répression par la bourgeoisie compradore palestinienne.

C'est pour cette raison concrète que présenter aujourd'hui sans analyse critique la gauche palestinienne et son mot d'ordre de Palestine démocratique comme une alternative au Hamas est une imposture qui n'aide malheureusement en rien le peuple Palestinien. Cela ne permet ni de comprendre les enjeux actuels, ni de soutenir efficacement la lutte du peuple Palestinien. Certes, les conceptions historiques et les actions de la gauche palestinienne (principalement le Front Populaire de Libération de la Palestine –FPLP- et le Front Démocratique de Libération de la Palestine-FDLP) sont de loin les plus avancées de ce qu'a produit la Résistance palestinienne dans les années 1970 et 1980. Après 1993, il y a même eu des tentatives de construire un nouveau « front du refus » des accords d'Oslo. Mais aujourd'hui, la pratique principale des forces de la gauche palestinienne c'est leur *participation critique* aux instances issues des accords d'Oslo et la dilution du combat populaire dans les ONG qui encadrent la population. Ces forces ont majoritairement abandonné la lutte armée, leurs militants sont financés par des ONG qui dépendent de l'impérialisme, elles ont accepté la

répression de l'AP contre le Hamas. C'est cette capitulation qu'il faut en premier lieu critiquer plutôt que de nourrir l'illusion que le visage de la résistance palestinienne est aujourd'hui celui de Leïla Khaled⁴. Se servir du mouvement révolutionnaire palestinien des années 1970 pour cacher ce qu'il est devenu ne sert en rien la cause des peuples. Si les masses palestiniennes se sont tournées vers le Hamas c'est pour des raisons concrètes de résistance à l'occupation et non par abandon du beau projet démocratique. En résumé, la force relative du Hamas n'est qu'une conséquence de la capitulation de l'OLP.

Quelle est la nature du Hamas aujourd'hui ? Le Hamas a une triple caractéristique : 1) C'est une organisation nationale palestinienne qui a refusé jusqu'ici la pacification et la collaboration avec l'occupant contrairement à la direction de l'OLP depuis 1993. Avec ses œuvres sociales, c'est la raison de son succès dans les masses palestiniennes 2) Le Hamas est désormais candidat à la gestion politique des territoires occupés de 1967. Il a déjà déclaré depuis 2006 qu'il était prêt à renoncer à la lutte armée si les occupants sionistes quittaient les territoires occupés depuis 1967. S'il intègre l'Autorité Palestinienne dans un gouvernement d'unité nationale, il entérinera de fait les accords d'Oslo et ses institutions. A ces débuts comme force de résistance, en 1988, le Hamas refusa d'intégrer l'OLP mais il participe depuis 2004 à la « vie politique » sous occupation. Cela signifie que la question d'en faire un

4 Leïla Khaled est une militante célèbre du FPLP, un symbole vivant de la cause palestinienne. Dans les années 1970 elle a participé à des commandos de la Résistance palestinienne qui par des détournements d'avions a fait connaître au monde entier la cause de son peuple alors relégué au seul statut d'apatride. Elle a fait connaître l'histoire de son combat dans un livre essentiel : « Mon peuple vivra ». Elle est toujours membre du Conseil national Palestinien. Elle soutient les mouvements de solidarité comme le BDS tout en rappelant que si cette campagne fonctionne c'est à condition qu'un peuple résiste les armes à la main comme ce fut le cas en Afrique du Sud. Elle-même sait être critique sur ce qu'est devenue la gauche palestinienne. Ce n'est donc pas la personne de Leïla Khaled que nous critiquons ici mais l'habitude contractée dans l'extrême-gauche en France d'utiliser des images révolutionnaires des années 1970 plutôt que de faire face à la réalité du jour.

« partenaire » dans les négociations est posée depuis cette date pour les impérialistes et les sionistes. 3) Le Hamas défend l'idée que l'Islam politique est la réponse aux problèmes posés par la colonisation de la Palestine ce qui signifie de fait le rejet d'une révolution démocratique comme solution (Sur les caractéristiques de cette révolution démocratique voir le livre incontournable *Textes de la révolution Palestinienne* de Bichara et Naïm Khader). Concrètement, le Hamas au début de 2014 était très affaibli car il était coupé de ses soutiens principaux : l'Iran et l'Egypte. L'Iran a diminué voire coupé son aide financière et militaire suite à la situation syrienne dans laquelle le Hamas a pris position contre le régime de Bachar Al Assad et a rejoint les positions du Qatar. L'Egypte, suite à la répression des Frères musulmans par le régime Al Sissi, a totalement isolé le Hamas tout en renforçant sa collaboration au blocus de Gaza. Le Hamas est actuellement sous la dépendance financière du Qatar pour payer les 40000 fonctionnaires de Gaza et cette situation intenable le pousse à une « réconciliation nationale » avec le Fatah. Mais l'absence de projet de libération nationale unifié permet à l'ennemi sioniste de jouer sur la division des Palestiniens. On peut certes nuancer la situation de division car la nouvelle guerre de Gaza et surtout la résistance militaire intraitable a obligé les dirigeants de l'AP à se présenter unis en août 2014 avec les autres factions palestiniennes aux négociations du Caire sur la base de revendications unitaires et formulées principalement par Gaza. Mais cette unité ne concerne pas un projet de libération globale.

Cette situation délétère vient du fait que la solution des « deux Etats » adoptée par les dirigeants de l'OLP depuis 1977 et entérinée par la déclaration d'Alger en 1988 a échoué. Et les solutions issues de cette orientation de la bourgeoisie palestinienne ont échoué. Il ne reste aujourd'hui qu'un seul Etat qui recouvre de sa domination totale la Palestine historique.

Les partisans de la solution à « deux Etats » dans le mouvement de solidarité international se sont alors récemment repliés sur l'idée d'un seul Etat. On pourrait croire qu'il s'agit d'un progrès de leur conscience

politique. Mais c'est le contraire qui est vrai. Ils voient cet Etat unique démocratique sur toute la Palestine (ou plutôt sur tout « Israël ») de façon totalement idéaliste, sans démantèlement du régime colonial, sans remise en cause de la confiscation des terres, sans dire comment pourrait se réaliser le droit au retour des Palestiniens de 1948, sans guerre populaire de libération. Bref, il s'agit d'une intériorisation de la défaite présentée comme une grande solution démocratique. Tous les habitants de la Palestine historique auront les mêmes droits civiques dans un même Etat (de quelle nature ?) et l'affaire sera réglée. Le problème n'était qu'une simple affaire de droits civiques et non une cause de libération nationale. En somme, Martin Luther King aurait pu le régler. Ce tour de passe-passe est au cœur du récent livre-DVD sur la solution à un Etat d'Eric Hazan et d'Eyal Sivan *Un Etat commun, entre le Jourdain et la mer*. Or, c'est une solution qui escamote le fait que le premier droit élémentaire des Palestiniens est le droit à leur patrie débarrassée du sionisme. Selon cette nouvelle vision de la solution à un Etat, il s'agit en premier lieu de « convaincre » la population juive dans les zones occupées depuis 1948 d'accepter le droit au retour des Palestiniens sans toutefois remettre en cause la spoliation de 1948, sans même parler de la réappropriation des terres. En fait, le mouvement de solidarité n'a pas à se baigner dans ces marécages d'une prétendue solution idyllique quelle que soit les difficultés de la situation. Toute solution passe par le conflit disait le dessinateur martyr Naji Al Ali. Il n'y aura pas d'Etat démocratique en Palestine sans démantèlement effectif du sionisme.

Revenons pour conclure à Gaza. La troisième « guerre » contre Gaza en six ans montre que c'est encore là-bas que bat le cœur de la résistance d'un peuple qui refuse sa négation. C'est à Gaza que les tournants de la lutte palestinienne ont eu lieu, du moins sur le territoire de la Palestine historique. Ce carrefour historique devenu un vase clos fermé par les sionistes et par le régime égyptien est encore aujourd'hui le centre vivant qui refuse la capitulation. C'est le berceau des pères fondateurs du mouvement national palestinien et des *fedayins*. Les réfugiés qui vivent à Gaza ont été expulsés de leurs villages et de leurs terres par des colons juifs européens en 1948. Chassés de Ramla, Beersheba, Ashkelon, Isdod, Najd (remplacé par Sdérot aujourd'hui). Ces villes sont ciblées aujourd'hui par des fils des réfugiés qui ne peuvent plus retourner sur la terre natale de leurs parents tandis que tout colon juif venu de n'importe quel pays peut s'y installer en étant sponsorisé. Les tirs de roquettes et les tunnels sont la forme actuelle du droit à se défendre et à survivre des palestiniens. Et Ce n'est sûrement pas la dernière.

Le peuple, le peuple seul est le créateur de l'histoire universelle (Mao Zedong)

DE LA PALESTINE OCCUPÉE À LA FRANCE DE HOLLANDE

La France impérialiste n'est pas extérieure au conflit en Palestine occupée. Elle n'a jamais été neutre. Elle finance, soutient et arme les meurtriers de l'armée sioniste. A l'étranger, elle mène des guerres en Syrie, au Mali, en Centrafrique ... Ses intérêts sont inconciliables avec la liberté des peuples et ici en France, elle mène une guerre déclarée aux nouvelles classes dangereuses et à l'ensemble du monde ouvrier. Elle est sur deux fronts mais avec un seul visage : le visage hideux du capitalisme. Mais les peuples ont montré à maintes reprises que ce sont eux qui font l'histoire. Face à une des plus grande armée du monde soutenue par les puissances impérialistes, Gaza a résisté, Gaza a lutté. Grand foyer historique de la résistance, Gaza s'est maintenue. En France, ce qu'on a nommé communément depuis deux mois « guerre à Gaza » et qui est en réalité l'énième « massacre de Gaza » a été présentée, comme à l'accoutumée, comme une guerre déclenchée par le Hamas qui ne supporterait pas la

présence de l'entité sioniste par fanatisme et antisémitisme. Alors que la nature du conflit reste la même : l'occupation d'un Etat colonial et les conséquences dramatiques pour tout un peuple depuis des décennies. Suite au tumulte politico-médiatique qu'il y a eut en France autour du « danger Hamas », de la montée de l'islamisme et de l'antisémitisme causés par une jeunesse des quartiers populaires qui serait par essence islamiste et antisémite, il semble urgent de remettre les pendules à l'heure en rappelant quelques faits évidents.



Gaza : un massacre de plus et la poursuite de la colonisation

La bande de Gaza qui compte près de 1,7 million d'habitants dont plus de 60% ont moins de 18 ans est un territoire minuscule de 41 km de long et de 6 à 12 de largeur dont les gazaouis ne peuvent pas sortir. En somme, une véritable prison à ciel ouvert dont près d'un tiers de la population vit dans des camps de réfugiés. Plus de la moitié de la population est constituée de réfugiés et de leurs descendants qui ont été chassés de la Palestine historique suite à la colonisation sioniste. Le dernier massacre en date (juillet-août 2014) a causé la mort de plus de 2000 gazaouis et 2000 palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ont été arrêtés. Aujourd'hui on compte plus de 7000 les palestiniens emprisonnés dans les prisons sionistes. Les palestiniens arrêtés lors du bombardement à Gaza n'ont actuellement aucun droit. La convention de Genève qui régit les prisonniers de guerre n'est pas appliquée. (cf : Les prisonniers de guerre à Gaza, France Inter).

De plus, le 31 août Netanyahu a annoncé la colonisation de 400 hectares de terres en Cisjordanie, à Gva'ot près de Bethléem. Depuis 2009, le nombre de logement construit pour les colons en Cisjordanie est passé de 1600 à 2200. Le 22 août dernier, Khalida Jarrar, députée FPLP a été sommée de quitter Ramallah par le tribunal militaire sioniste qui l'accuse de « mettre en danger la sécurité de la région ». Cette députée était en charge du dossier des détenus palestiniens en « Israël ». Aujourd'hui c'est près d'une trentaine de

membres du parlement palestinien y compris son président qui sont détenus par l'état colon.

L'impérialisme français comme soutien indéfectible à l'Etat colonial

Ces faits rappellent que la colonisation et les massacres se poursuivent en Palestine, ce que les discours de nos politiques en France n'abordent jamais. En effet, à entendre Fabius, ministre des affaires étrangères et Hollande, le soutien de la France à « Israël » qui attaquait Gaza était tout à fait justifié. Reprenant le discours sioniste qui tentait de légitimer l'attaque de Gaza, l'état français PS a été beaucoup plus loin en criminalisant le soutien au peuple palestinien. En effet, soutenir un peuple qui se fait massacrer serait de l'antisémitisme. Le summum a été atteint avec l'interdiction de manifester décrétée par Hollande pour la manif prévue le 18/07.

Diviser et régner : Comment l'Etat PS tente de diaboliser la jeunesse des quartiers populaires

Diviser et semer la méfiance envers la jeunesse de « banlieue ». Diviser et défendre par tous les moyens la « République française » menacée dans ses « valeurs » et en crise. Tel est le credo déjà bien usé du pouvoir actuel. Tel est du moins celui de Manuel Valls, premier ministre de l'Impérialisme français. Le discours de Manuel Valls, lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv, dimanche 20 juillet 2014, est un discours de guerre intérieure. Cette commémoration concerne la destruction des Juifs d'Europe et la collaboration active de l'Etat français dans ce crime contre l'humanité. Elle ne concerne a priori ni les banlieues ni le Proche-Orient. Mais pour Manuel Valls la liaison est établie. Lors de son discours, il a dénoncé le « *nouvel antisémitisme* » qui proviendrait de l'antisionisme et qui animerait les manifestations de solidarité avec Gaza. Or, selon M.Valls, cet antisémitisme newlook est porté par une jeunesse des quartiers populaires « *sans repères, sans conscience de l'histoire* ». Mais surtout, les manifestations de solidarité avec la Palestine sont caractérisées par le pouvoir socialiste comme l'expression d'un conflit larvé entre musulmans et juifs et comme expression de l'antisémitisme. D'où la conclusion de Valls qui justifie certaines interdictions de manifester : « *La France ne laissera pas alimenter*

l'affrontement entre communautés ». Mais le mot vague de « communauté » ne suffit pas. Valls est un homme précis. Il pointe du doigt. L'ennemi de la République est désigné sans vergogne. Qui est responsable de ce supposé affrontement entre communautés? C'est la jeunesse des quartiers populaires qui est explicitement et globalement accusée d'antisémitisme. Notons-le, cette jeunesse est considérée comme étrangère au pays : elle « importe le conflit ». Elle importe le fanatisme étranger. Pour criminaliser la solidarité qui commence à s'exprimer avec Gaza, le premier ministre de l'Impérialisme français joue la carte de la peur et de l'opposition ethnique. Les choses sont claires : la solidarité avec un peuple occupé et martyr et la dénonciation des crimes de guerre par une armée d'occupation ne sont pas des causes politiques dignes. Elles sont l'expression du racisme d'une communauté ou de sa jeunesse. Cela relève d'un immonde conflit ethnique et religieux. Au fond, pour Valls et ses épigones, être solidaire de la Palestine, c'est être un raciste. Et le coupable, c'est la jeunesse, arabe, noire et musulmane de France. Encore une fois et comme toujours. C'est la psychose française.

La République française à l'heure de la crise mondiale du capitalisme vit la montée du fascisme, comme partout en Europe, une montée centrée sur la dénonciation des immigrés du « Tiers-Monde », de l'Islam, des Roms et autres minorités. Une grande partie de la bourgeoisie française partage la conception du monde du « choc des civilisations ». Dans cette conception, c'est l'Occident en y incluant « Israël » qui doit mener une guerre défensive contre la barbarie de l'Islam menaçant. C'est donc la cohérence des objectifs impérialistes de la France qui est en jeu ainsi que la division du monde ouvrier et populaire. L'orientation de la « politique étrangère » française c'est la lutte contre le terrorisme islamiste avec son prolongement : la lutte contre l'ennemi de l'intérieur qui pourrait nourrir ce terrorisme. C'est une politique qui attise l'ethnisation de la société. C'est la même orientation que celle des néo-conservateurs américains. Celle qui a ravagé le Moyen-Orient en décuplant les forces de ce qu'on nomme l'Islam radical. Son fondement c'est évidemment non la défense de la démocratie mais celle des intérêts capitalistes. La gestion de la crise capitaliste par les autorités françaises passe par les interventions militaires plus ou moins directes (en Libye, au Mali, en Centrafrique, en Syrie, en Irak). A l'intérieur, la bourgeoisie gère la crise en diabolisant et réprimant les jeunes des quartiers populaires.

Il est essentiel de dénoncer la lecture « choc des civilisations » du monde, imposé par les bourgeoisies impérialistes qui tentent par là de maquiller leurs guerres de rapine ainsi que la montée du fascisme en Europe. L'essentiel des conflits armés contemporains sont nés des politiques impérialistes qui tentent de gérer la crise capitaliste que nous connaissons et qui s'en prennent en premier lieu aux masses populaires d'ici et d'ailleurs. Dénoncer l'impérialisme, ses guerres extérieures et intérieures est une nécessité tout comme défendre nos camarades enfermés pour avoir lutté contre ce même impérialisme. C'est le cas de Georges Ibrahim Abdallah, enfermé depuis 30 ans en France, libérable depuis plusieurs années mais maintenu en prison par l'Etat PS car ce militant communiste, pro palestinien a toujours refusé de renier ses engagements. D'ailleurs, lors des différentes manifs en soutien à Georges Abdallah, un militant Alain Pojolat, a été désigné par les autorités comme responsable. Il est aujourd'hui poursuivi et nous appelons à le soutenir.



Aujourd'hui, le mouvement de solidarité avec la Palestine souffre d'une division et d'un manque de clarté politique. Les organisations, groupes politiques sont divisés entre ceux qui défendent une « paix » entre colonisés et colons et ceux qui défendent le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, à la libération nationale et au retour des réfugiés palestiniens. Fédérer le mouvement pro-palestinien autour de conceptions anti-colonialiste et anti-impérialiste claires est essentiel : pour la libération du peuple palestinien, condamner franchement le sionisme et la complicité des pays impérialistes dont la France en premier lieu car il s'agit de notre propre impérialisme.

La présence en masse de jeunes issus des quartiers populaires et de l'immigration aux manifestations de cet été n'est pas passée inaperçue aux yeux des politiques qui les ont rapidement dénigré. La démonstration de

solidarité de cette jeunesse a été durement réprimée le 19 juillet à Barbès suite à l'interdiction faite par Hollande de manifester. Ce sont plusieurs dizaines de personnes qui ont été interpellés dont plusieurs ont écopé de 3 ans ferme pour « participation à une manifestation interdite et rébellion ». Mais quand est-il de la dissolution de la LDJ ? Cette milice paramilitaire sioniste qui avait créé la polémique cet été suite à des vidéos illustrant leurs actions qui consistent à passer à tabac tout pro-palestinien et plus largement toute personne ayant un

faciès magrebin. La LDJ est connu pour ces nombreuses agressions qui ont rarement été condamnées. Le gouvernement qui avait envisagé publiquement la dissolution de ce groupe de nervis n'a jamais donné suite à l'affaire. Par contre, ceux qui ont bravé l'interdiction de manifester à Barbès n'ont pas été oubliés ! La campagne pour exiger la dissolution de la LDJ doit faire partie des préoccupations du mouvement de solidarité avec la Palestine tout comme le soutien avec les réprimés.

Il nous faut un mouvement de solidarité avec la Palestine qui soit organisé et clair sur ses positions politiques : condamnant le sionisme comme une forme de colonialisme, soutenant franchement la résistance palestinienne et dénonçant la complicité de l'Etat français. Au-delà de la question palestinienne, nous avons besoin d'un mouvement anti-impérialiste, en France, qui dénonce et se bat contre les méfaits des politiques impérialistes et qui regroupe tous ceux qui pensent que le capitalisme est un horizon dépassable.

VIVE LA RESISTANCE PALESTINIENNE CONTRE L'ETAT COLONIAL !

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES PEUPLES !

A BAS L'IMPERIALISME ET LE SIONISME !

Plateforme du comité anti-impérialiste

Le comité anti-impérialiste a pour objectif de lutter contre tous les impérialismes

Depuis l'effondrement de l'URSS, la lutte pour le partage des zones d'influence est devenue de plus en plus acharnée. Hier la bourgeoisie chantait les louanges de la paix, de la démocratie planétaire et de la prospérité au nom de la « fin du communisme ». Aujourd'hui elle sème la guerre et la désolation, détruit les droits des classes populaires au nom de la sortie de la crise. Sur toute la surface du globe, l'impérialisme a pour objectif de permettre aux différents Etats capitalistes de s'accaparer de nouveaux marchés au détriment des peuples.

Le combat contre l'impérialisme est un combat contre le capitalisme!

L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme. Les capitaux sont arrivés à un stade où ils n'ont plus de concurrence dans le marché de leurs pays. Ils se doivent de conquérir de nouveaux marchés au-delà de leurs frontières nationales. Aujourd'hui le partage du monde étant fini, les Etats impérialistes rentrent forcément en conflit avec les peuples qu'ils tentent de dominer. Ainsi, en découle des guerres impérialistes. L'impérialisme étant le stade ultime du capitalisme, tout combat anti-impérialiste conséquent ne peut être qu'un combat anticapitaliste.

Lutter contre son propre impérialisme !

Aujourd'hui l'Etat français continue d'opprimer d'autres peuples dans des colonies ou des semi-colonies. Il nomme d'ailleurs ses possessions coloniales, « départements/territoires d'outre-mer ». Il s'agit de la Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Réunion, Kanaky... Par ce biais, l'impérialisme français est toujours présent aux quatre coins du monde de manière administrative et militaire. Cet impérialisme est d'autant plus écrasant qu'il a installé ses bases militaires en Afrique ou ailleurs dans des pays comme le Tchad, la Côte d'Ivoire, Djibouti ou encore le Liban. En effet, l'armée française est le poing de fer des impérialistes qui sert à imposer et défendre ses intérêts dans le

monde dès lors que ceux-ci sont mis en jeu. En conséquence, la situation est urgente en Afghanistan où cette guerre, dont le but inavoué est d'augmenter la présence de certaines forces impérialistes dans cette région, est un massacre des populations civiles. Le retrait des troupes françaises d'Afghanistan est un impératif anti-impérialiste ! Il est primordial de dénoncer l'impérialisme de « notre pays », de lutter pour le retrait de toutes les forces militaires françaises en dehors de nos frontières et pour l'autodétermination de tous les peuples sous le joug colonial de l'Etat français.

Le comité anti impérialiste n'oublie pas dans son combat les prisonniers révolutionnaires en France. Prisonniers qui sont la réalité vivante des combats passés et futurs pour un monde débarrassé des crimes de l'impérialisme. Une des tâches du comité est de lutter pour libérer ces militants des geôles de l'Etat français. Dans ce cadre le comité met en avant la lutte pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah emprisonné en France depuis 1984 pour son engagement anti-impérialiste.

Soutenir les guerres populaires et les révolutionnaires dans le monde !

L'anti-impérialisme c'est aussi la solidarité internationale. Aujourd'hui de nombreux peuples se soulèvent dans le monde contre leur bourgeoisie compradore et contre l'ex ploitation néo-colonialiste. Dirigée par le Parti Communiste, la guerre populaire aux Philippines est, avec celle des *naxalites* en Inde et les mouvements de masse au Népal, un des feux révolutionnaires qui embrasent actuellement l'Asie. Le mouvement communiste renaît de ces cendres et la révolution est à nouveau à l'ordre du jour. Les révolutions dans les colonies et semi-colonies sont des révolutions de nouvelle démocratie. Pour réussir, la révolution démocratique ne peut être dirigée que contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. En effet, des pays semi-coloniaux et semi-féodaux, longtemps appelés Tiers-Monde, connaissent une crise chronique du fait de leur assujettissement au capital étranger. Ces combats sont méconnus en Occident où la gauche prétendue radicale ou non et le fameux quatrième pouvoir (les médias dominants) occultent ces soulèvements révolutionnaires. Il est donc du devoir du comité anti-impérialiste de soutenir ces révolutions et d'être une de ses tribunes.

La solidarité avec la Palestine comme combat contre le colonialisme sioniste !

L'idéologie sioniste s'est fixée pour objectif la colonisation de l'ensemble de la Palestine. Ce projet n'aurait jamais vu le jour sans l'appui des forces impérialistes, notamment celui des Etats-Unis et de la France qui ont un intérêt à la colonisation de la Palestine. Elles sont responsables de la colonisation en Palestine qu'elles appuient de façon inconditionnelle. Dernier avatar des idéologies colonialistes et racistes du XIXe siècle, le sionisme spolie les terres du peuple palestinien. Depuis 1948 l'entité sioniste opère des massacres et des déplacements de population, devenus tristement quotidien pour la population. La lutte pour la décolonisation de la Palestine est un devoir internationaliste.

Soutenir les jeunes révoltées en Europe et dans le monde !

Au cœur des métropoles impérialistes, la jeunesse européenne a montré qu'elle ne courberait pas l'échine face aux mesures gouvernementales commandées par la bourgeoisie européenne. Pour cette jeunesse, le capitalisme est de nouveau une réalité inhumaine et de plus en plus un horizon dépassable. Que ce soit en Italie, en Espagne, en France, en Angleterre, en Grèce et ailleurs, la jeunesse de ces pays exprime sa volonté de rupture avec l'inhumanité capitaliste. Il nous faut multiplier le soutien à ces jeunes et échanger nos expériences. Affaiblir l'impérialisme c'est effectivement lutter pour affaiblir (et à terme renverser) les classes dominantes, ici-même, dans les centres impérialistes, au cœur de la bête.

Les différents points énoncés forment un tout. La bourgeoisie impérialiste n'a plus les marges de manœuvre qu'elle connaissait jusqu'aux années 1970. Elle est agressive et semble tout dominer. Mais c'est un géant aux pieds d'argile, un tigre en papier. L'impérialisme crée ses propres fossoyeurs. Car la guerre économique et militaire qui se cache sous le nom de « mondialisation » rend le monde plus instable et plus invivable. Elle ouvre ainsi la voie à une nouvelle vague révolutionnaire.

LUTTONS CONTRE L'IMPÉRIALISME !

UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE NE SAURAIT ÊTRE LIBRE !